

## CONTRIBUTION DE STEPHANE JUST POUR LA CONFERENCE MONDIALE

*La révolution politique en URSS et en Europe de l'Est*

Analysant le régime existant en Union soviétique, Léon Trotsky écrivait en 1936 dans « La révolution trahie » : « Le socialisme a démontré son droit à la victoire non dans les pages du "Capital", mais dans une arène économique formant la 6<sup>e</sup> partie du globe : non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment, de l'électricité. »

Trotsky se fondait sur les premiers résultats du premier plan quinquennal et du début de l'application du 2<sup>e</sup> plan, qui bouleversaient l'économie de l'URSS et lui faisaient faire un bon prodigieux sur la voie de l'industrialisation, alors que l'ensemble du système capitaliste était aux prises avec une crise économique qui n'a été surmontée que par l'économie d'armement et finalement l'économie de guerre.

Mais il écrivait quelques pages plus loin : « La plupart des apologistes vulgaires de l'URSS telle qu'elle est sont enclins à raisonner à peu près ainsi : même en reconnaissant que le régime soviétique actuel n'est pas encore socialiste, le développement ultérieur des forces productives, sur les bases actuelles, doit tôt ou tard amener le triomphe complet du socialisme. Le facteur temps est donc seul discutable. Est-ce donc la peine de faire tant de bruit ? Si victorieux que paraisse ce raisonnement, il est en réalité très superficiel.

Le temps n'est nullement un facteur secondaire quand il s'agit d'un procès historique : il est infiniment plus dangereux de confondre le présent et le futur en politique qu'en grammaire. Le développement ne consiste pas, comme se le représentent les évolutionnistes vulgaires du genre de Web, en l'accumulation planifiée et "l'amélioration" constante de ce qui est. Il comporte des transformations de la quantité en qualité, des crises, des bonds en avant et des reculs.

Justement parce que l'URSS n'en est pas encore au premier stade du socialisme, système équilibré de production et de consommation, le développement n'y est pas harmonieux mais contradictoire. Les contradictions économiques font naître des antagonismes sociaux qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives. »

De l'ensemble de son analyse, il concluait : « Une nouvelle révolution est inévitable (...). Tous les indices nous portent à croire que les événements amèneront infailliblement un conflit entre les forces populaires accrues par le développement de la culture et l'oligarchie bureaucratique. Cette crise ne comporte pas de solution pacifique. On n'a jamais vu le diable se rogner les griffes de son plein gré. La bureaucratie soviétique n'abandonnera pas sa position sans combat : le pays s'achemine manifestement vers une révolution... »

« La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'octobre 1917 : il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué des normes bourgeoises à la féodalité, des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements économiques de la société renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales mais elle se maintiendra dans les cadres d'une transformation politique. »

Les 47 années qui se sont écoulées depuis que cette analyse a été faite ont entièrement confirmé le diagnostic économique, social et politique et la perspective ouverte.

LA redoutable épreuve de la guerre a montré quelles ressources extraordinaires l'expropriation du capital, la propriété étatique des moyens de production et la planification donnaient à l'économie de l'URSS. Puissance économique arriérée 15 à 20 ans plus tôt, dévastée par quatre années de guerre impérialiste puis trois années de guerre civile, subissant les lourdes conséquences de son isolement du marché mondial et de la division internationale du travail, malgré les distorsions, les gaspillages consécutifs à la gestion de l'économie par la bureaucratie parasitaire, malgré les grossières erreurs et les crimes humains, politiques et économiques de cette bureaucratie avant que n'éclate la guerre, l'économie de l'URSS a été capable, bien que l'URSS subisse une dévastation gigantesque, de fournir les équipements nécessaires à une armée moderne, lui donnant au cours de la deuxième période de la guerre la supériorité en armements sur l'armée d'un pays impérialiste considéré alors comme la seconde puissance industrielle du

(suite page II)

*Appel à une conférence en défense de la révolution polonaise*

La lettre que nous publions est signée par deux dirigeants, respectivement du PST colombien et du PST argentin, écartés de leurs organisations par Moreno et qui ont pris la responsabilité de faire publiquement appel aux organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la tenue d'une conférence mondiale en défense de la révolution polonaise, initiative positive qui cherche à contrer les effets de la dispersion, produit de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la scission sans principes perpétrée par Moreno et son équipe contre le Comité international.

IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction), qui combat en défense de la révolution politique en Pologne, pour la libération de tous les emprisonnés (Walesa, Baluka, Kuron, Walentinowicz, etc.), pour le droit à l'existence indépendante de Solidarité et des partis politiques, dont le PSPP fondé par Edmund Baluka, est prête à participer à toute initiative qui permette à la IV<sup>e</sup> Internationale de jouer pleinement son rôle.

**Lettre ouverte de Camilo Gonzales et Ruben Rivera**

BOGOTA, LE 15 JANVIER 1982,

- AU SECRETARIAT UNIFIÉ DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE
- A LA QUATRIÈME INTERNATIONALE (CENTRE INTERNATIONAL DE RECONSTRUCTION)
- A LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (QUATRIÈME INTERNATIONALE)

Camarades,

« Le cours de la révolution politique en Pologne, et, en son sein, le coup contre-révolutionnaire dirigé par l'armée, se situent au centre de la lutte des classes à l'échelle internationale et acquièrent une importance qualitative pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En raison du développement d'organismes de double pouvoir, du niveau de mobilisation atteint et de la progression de la conscience du prolétariat polonais et des pays de l'Est que cela représente, la révolution politique en Pologne a atteint le plus haut point dans l'histoire de la lutte contre les régimes bureaucratiques des Etats ouvriers.

La défaite de la bureaucratie et de tous ses appareils était à l'ordre du jour dans ce contexte. Et c'est pour détruire la mobilisation et ses organismes que s'est déclenché le coup d'Etat. Il a infligé une défaite conjoncturelle au prolétariat polonais, mais la crise de l'ensemble du régime stalinien et la force de la mobilisation des masses n'ont pas permis un écrasement. La résistance continue de se développer et la perspective est celle du resurgissement de la mobilisation ouvrière, à un plan supérieur, sur le terrain de la confrontation directe avec les bases mêmes du régime bureaucratique.

Les répercussions de la révolution polonaise se manifestent en premier lieu dans l'accélération d'un processus de réorganisation et de regroupement politique du prolétariat dans tous les pays. La crise des PC se démultiplie, les réponses de la social-démocratie face à la révolution politique révèlent, aux yeux des masses, son caractère contre-révolutionnaire et d'agent du statu quo. Seul le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale se vérifie et se renforce aux yeux de tout le prolétariat international, comme le programme de la révolution socialiste.

L'urgence qu'impose le moment de la lutte des classes, la défense du prolétariat polonais, ne peut qu'être le drapeau défendu avec conséquence comme partie prenante du programme de la révolution politique. La gravité de la situation exige une réponse décidée de toutes les forces qui se réclament du mouvement ouvrier dirigées par le mouvement trotskyste, en soutien au prolétariat polonais, en défense de Solidarité et de ses dirigeants, pour la défaite du coup d'Etat contre-révolutionnaire et du régime bureaucratique, pour la défense de l'Etat ouvrier et de ses bases sociales contre les attaques de l'impérialisme.

L'extraordinaire responsabilité d'organiser, de coordonner et de diriger cette immense bataille, de signification historique et qu'il faut concrétiser d'urgence, retombe sur les forces qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est sur ces considérations et dans ce sens que, dans la réunion internationale de Bogota du 5 au 12 janvier, plusieurs délégués, dirigés par les camarades de la LSR italienne, ont présenté une motion pour impulser une Conférence mondiale ouverte à toutes les forces qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour mettre en place un plan de lutte commun en défense de la révolution polonaise, et en particulier du camarade Edmund Baluka.

Cependant, cette réunion — qui allait constituer ensuite la LIT (QI) — s'est refusée, y compris à prendre en compte cette proposition sur la révolution polonaise, en dépit de la gravité de la situation, en dépit de l'urgence à apporter une réponse solidaire et mobilisatrice — ainsi que les positions qu'adopteraient les forces qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale — et de l'importance historique que celle-ci a pour le prolétariat international.

Les mêmes considérations citées ci-dessus et notre accord complet avec la proposition faite par la LSR italienne, ainsi que notre désapprobation absolue de ce qui a été fait sur ce terrain par la Conférence internationale de Bogota, nous amènent, dans le cadre d'une situation extrêmement grave, à faire nôtre cette proposition et à l'adresser à toutes les forces qui se réclament du programme de transition et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Camarades, nous nous adressons à vous pour vous demander une réponse urgente. La gravité de la situation l'impose. De même qu'il s'impose, au cas où vous seriez d'accord, que vous fassiez des pas concrets dans la convocation immédiate d'une Conférence mondiale ouverte de solidarité avec la révolution polonaise. »

Fraternellement,  
Camilo Gonzales  
(ex-membre du CEI de la IV<sup>e</sup> Internationale (CI)  
et du CE du PST colombien),

Ruben Rivera  
(ex-membre du CE du PSI argentin)

## CONTRIBUTION DE STEPHANE JUST POUR LA CONFERENCE MONDIALE

**La révolution politique en URSS et en Europe de l'Est**

(suite de la page I)

monde et puisant dans les ressources immenses d'un continent comme l'Europe entièrement occupé et mis à contribution.

**Développement des forces productives**

L'URSS a, il est vrai, bénéficié de l'opposition en deux camps des grandes puissances impérialistes. Elle a eu pour allié les USA, principale puissance économique mondiale, qui a forgé un fantastique arsenal militaire et asséné de terribles coups à la machine de guerre nazie.

Mais l'aide lui fut comptée et mesurée au plus juste. C'est l'armée de l'URSS qui a supporté le poids principal du combat contre la machine de guerre nazie. La Deuxième Guerre mondiale a été un test décisif, à la fois quant à l'attachement des masses de l'URSS aux rapports économiques et sociaux issus de la révolution d'octobre et quant à la vigueur et aux énormes possibilités de ces rapports de production.

Depuis, le capital a été exproprié en Europe de l'Est, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, à Cuba, en Corée du Nord. Cela n'a pas résolu les contradictions économiques qui ravagent l'économie planifiée, bien au contraire elles se sont approfondies et multipliées. Pourtant il faut tirer la conclusion que les nouveaux rapports de production, rapports de transition entre le capitalisme et le socialisme, ont démontré dans le langage du développement des forces productives « le droit du socialisme à la victoire ».

A ne considérer que les chiffres absolus de la production, le développement économique des pays de l'Est et de l'URSS depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est considérable. Cela est surtout vrai et frappant pour les pays alors économiquement arriérés dont l'URSS. L'URSS est devenue, en termes de production absolue, la troisième puissance économique mondiale, sensiblement à égalité avec le Japon.

Selon les chiffres de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'Union des banques suisses, le PNB aurait été pour 1980 de 2 582, 46 milliards de dollars pour les USA ; de 1 152, 91 milliards de dollars pour le Japon ; de 1 115 milliards de dollars en URSS, de 827,79 milliards de dollars en Allemagne fédérale.

Si l'on considère la croissance d'une année sur l'autre du PNB, la tendance est incontestablement à une diminution de cette croissance en URSS et dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est et même à une régression considérable en Pologne (-15 % de la production industrielle en 1981) et à une tendance à la régression en Roumanie.

Mais pourtant en URSS, en 1981, le PNB aurait progressé de 3 % au lieu des 3,4 % prévus par le plan, en RDA il aurait progressé de 5 % réalisant les objectifs du plan, en Tchécoslovaquie de 2 %, en Hongrie la production industrielle aurait augmenté de 2,2 %, en Bulgarie elle aurait augmenté de 4,8 %.

**Des points de repère significatifs**

Les mêmes points de repère donnent les chiffres suivants en ce qui concerne les grandes puissances capitalistes : en dents de scie en ce qui concerne les USA, le PNB a augmenté au premier trimestre de 8,6 %, il a diminué au second de

-1,6 %, il a de nouveau augmenté de 4 % au 3<sup>e</sup> et il a chuté de -5 % au 4<sup>e</sup> ; en République fédérale allemande, le PNB a baissé d'environ 1 % en 1981 ; en Angleterre, il a diminué de 2,9 % en 1981 ; en Italie, la production industrielle a reculé de 3 % entre août 1980 et août 1981 ; en France, la production industrielle aurait baissé de 1,5 % en 1981 ; en revanche, la croissance de l'économie japonaise aurait été de 3,5 % en 1981.

La comparaison est encore bien plus significative par rapport aux pays semi-coloniaux dont l'économie est soumise à l'impérialisme. Les « miracles économiques » de quelques pays d'Amérique latine s'épuisent. Seul le Mexique a eu un taux de croissance atteignant encore 8 % en 1981 ; le Brésil a eu un taux de croissance réduit à 2 % en 1981, mais la croissance démographique y a été de 2,6 % et surtout, à la place d'une croissance vertigineuse, la production industrielle a diminué de 3 %.

Pour tous les autres pays, à des degrés divers, la situation économique est catastrophique. En Argentine, la chute du PNB aurait été de 4 % et celle de la production industrielle de 12 %. Mais évidemment, la comparaison prend tout son relief par rapport aux pays économiquement les plus arriérés d'Asie et d'Afrique subissant l'exploitation impérialiste.

Pour prendre l'exemple des Indes, le PNB s'est élevé en 1980 à 159,43 milliards de dollars pour une population de 673, 21 millions d'habitants. Ces chiffres ne constituent pas une analyse économique. Ce sont de simples points de repère, mais ô combien significatifs. Le parallèle entre l'URSS et les Indes, par exemple, est saisissant. Il est encore plus pour le Bangladesh dont le PNB par habitant s'élevait à 120 dollars par habitant en 1980, aux Indes il est de 240 dollars.

**Pourquoi la révolution sociale est-elle à l'ordre du jour ?**

Il ne s'agit pas de nier que des rapports politiques déterminés, des rapports inter-impérialistes nouveaux donnant à l'impérialisme US une suprématie absolue sur les autres impérialismes, ont permis d'impulser et d'organiser la reconstruction de l'économie capitaliste après la guerre, qu'il en ait résulté un accroissement considérable de la production de l'ensemble de l'économie capitaliste, particulièrement dans certains pays. Mais c'est à partir d'un gigantesque parasitisme, sous l'impulsion du volant d'entraînement d'une économie d'armement permanente, en préparant à plus ou moins long terme une dislocation de l'ensemble du système, dont les crises monétaires, le déséquilibre des échanges, l'endettement gigantesque, la crise économique qui, depuis 1974, n'a pu être vraiment surmontée, sont les signes annonciateurs.

A l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, s'applique pleinement ce que Marx écrivait : « A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors et qui n'en sont que l'expression juridique ».

Hier encore, formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lour-

des entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide de tout cet énorme édifice. »

C'est pourquoi précisément l'époque de l'impérialisme, stade du capitalisme pourrissant, est également l'époque de la révolution prolétarienne mondiale.

**Pourquoi la révolution politique est-elle à l'ordre du jour ?**

En ce qui concerne l'URSS et les pays où le capital a été exproprié, les forces productives n'étouffent pas dans les rapports de production existants. Tout au contraire. Le moteur de la production n'est pas le profit, mais la satisfaction des besoins sociaux, bien que ces besoins sociaux soient d'abord et avant tout ceux de la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, avec toutes les implications et conséquences économiques que cela a.

Ainsi que l'écrit Trotsky, de l'isolement de la révolution russe, de l'arriération de la Russie, de l'affaiblissement considérable du prolétariat pendant la guerre civile, de la misère généralisée (jusqu'à la famine et l'apparition de l'antropophage), sur la base de nouveaux rapports sociaux de production, est née la nécessité économique du « gendarme » :

« Le pouvoir des soviets démocratiques se révélait gênant et même intolérable quand il s'agissait de desservir les groupes privilégiés les plus indispensables à la défense, à l'industrie, à la technique, à la science. Une puissante caste de spécialistes de la répartition se forma grâce à l'opération nullement socialiste qui consistait à prendre à dix personnes pour donner à une seule personne... »

Les immenses succès économiques, au lieu d'amener un adoucissement de l'inégalité, l'ont aggravé en accroissant encore la bureaucratie qui, d'une « déformation », est devenue un système de gouvernement »

Répetons-le, l'économie d'armement permanente est le volant d'entraînement de l'économie capitaliste depuis la fin de la guerre, le parasitisme une nécessité. En revanche, la course aux armements est un fardeau économique écrasant pour l'URSS et les pays où le capital a été exproprié, une considérable perte de substance, une source de distorsions économiques fantastiques.

Le parasitisme est pour l'économie de ces pays un pillage et un gaspillage gigantesque. Course aux armements, parasitisme, gestion par les bureaucraties parasitaires se conjuguent et rendent impossible l'harmonisation des différents secteurs et branches de production et une distribution rationnelle ; elles rendent impossible de répondre aux exigences quantitatives et qualitatives. Ce sont des fléaux économiques contradictoires aux rapports de production.

**La principale des forces productives : le prolétariat**

Marx complète ainsi le passage cité plus haut : « Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir. » Cela s'applique au mode de production capitaliste qui,

parvenu à son stade impérialiste, transforme nécessairement les forces productives en forces destructives.

Tout au contraire, en URSS et dans les pays où le capital a été exproprié, c'est en fonction des forces productives déjà développées par les nouveaux rapports de production et en raison des capacités et de l'exigence qu'elles recèlent d'un nouvel et gigantesque essor des forces productives qu'une révolution nouvelle est nécessaire : une révolution politique qui libère les rapports de production des limitations, distorsions, contradictions qu'elles subissent du fait de leur gestion par les bureaucraties parasitaires, lesquelles disposent du monopole du pouvoir politique.

La principale de ces forces productives est le prolétariat, agent principal de la révolution politique, indispensable pour chasser les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires du pouvoir politique, de la gestion de l'économie et mettre celle-ci sous le contrôle direct des producteurs.

En URSS, dans les pays où le capital a été exproprié, non seulement « les contradictions économiques font naître les antagonismes sociaux qui déploient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives », mais encore le développement de celles-ci est également développement des antagonismes sociaux, donc politiques, qui à leur tour accentuent et multiplient les contradictions économiques.

En URSS, la classe ouvrière décimée, décomposée par la guerre civile, la ruine économique, s'est reconstruite. Les ouvriers se comptaient dès avant la guerre par dizaines de millions. Aujourd'hui, la classe ouvrière compte plus de 100 millions de producteurs alors que, pendant la guerre, elle avait été à nouveau en partie décimée. Les pays de l'Europe de l'Est qui, avant la Deuxième Guerre mondiale, étaient à prédominance agraire écrasante se sont industrialisés.

En Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et également en Yougoslavie, il y a aujourd'hui des dizaines de millions d'ouvriers. En Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est, déjà industrialisées avant la guerre, la classe ouvrière s'est énormément accrue.

Bien que les formes d'organisation de la production agricole soient très diverses, les exploitations étatiques, les coopératives de différents types donnent un caractère social particulier aux masses de travailleurs agricoles qui les rapproche du prolétariat.

Ce sont les forces sociales motrices de la révolution politique, dont le premier chapitre a été écrit en juin 1953 en Allemagne de l'Est et dont la révolution politique en Pologne est la plus récente expression. Cette révolution politique est non moins inéluctable en URSS.

**Multiplication des contradictions**

Les contradictions économiques croissantes sont de même nature fondamentalement que celles qui ont toujours ravagé l'économie planifiée sous la gestion de la bureaucratie du Kremlin. Dans *La Révolution trahie*, Léon Trotsky en fait une analyse exhaustive.

Le bas rendement en général de l'industrie et encore plus de l'agri-

culture collectivisée, surtout en comparaison avec la productivité du travail des pays capitalistes les plus développés.

La mauvaise qualité générale de la production, les distorsions et les ruptures entre les différents secteurs et branches de la production, et notamment entre l'industrie et l'agriculture. Le fait que sur 3 % des terres cultivées, qui constituent la surface des lopins individuels cultivés à leur propre compte par les kolkhoziens, se nourrit une grande partie de la population de l'URSS.

Le caractère artificiel des prix. L'incurie et le gaspillage bureaucratiques, la résistance passive des travailleurs, la mauvaise utilisation des installations et des moyens de production. La proportion énorme du revenu national que les armements et l'armée engloutissent. L'irresponsabilité des dirigeants économiques, le maquillage, le coulage.

La masse énorme des bureaucrates. Ils engloutissent la meilleure part du revenu national. Pour eux, une production de luxe extrêmement coûteuse est organisée. Elle va des datchas aux voitures, aux bijoux et à tout ce que la bourgeoisie des pays capitalistes consomme. Elle est bien souvent distribuée dans les magasins spéciaux. Etc.

A ces contradictions, l'extension de l'expropriation de la bourgeoisie à l'Europe de l'Est n'a pu qu'ajouter, étant donné le caractère arriéré de l'économie de la plupart de ces pays, leurs relations et la dépendance historique qui les liaient à l'Europe de l'Ouest en particulier et à l'économie du reste du monde en général.

Cela est vrai pourtant avec plus de force encore pour un pays économiquement développé comme la Tchécoslovaquie, profondément intégré à la division européenne et mondiale du travail, et à un point extrême pour l'Est de l'Allemagne, artificiellement coupé de l'Ouest de l'Allemagne avec qui elle constitue un seul pays, une seule nation, une unité économique que l'histoire a forgée.

A quoi il faut ajouter l'oppression nationale et l'exploitation qu'exerce sur ces pays la bureaucratie du Kremlin. De plus, chaque bureaucratie particulière s'efforce de réaliser « son » « socialisme » dans son propre pays, caricature de celui de l'URSS. Elle exerce également l'oppression et l'exploitation nationale sur les minorités. Enfin, ces bureaucraties sont complètement artificielles, elles ne possèdent pas les racines que la bureaucratie du Kremlin a en URSS.

**La démocratie, une exigence brûlante**

Trotsky a maintes fois insisté : la croissance de l'économie, la diversification de la production rendent de plus en plus anachronique et déficiente la planification bureaucratique. La planification requiert de plus en plus la participation active des producteurs, qui sont également les consommateurs, à l'élaboration et à l'application du plan ? Mais ce n'est possible qu'autant qu'ils détiennent le pouvoir politique.

En outre, le développement économique s'est fait pour l'essentiel en copiant, en imitant la production et la manière de produire des grands pays capitalistes. A ce propos, Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* : « On peut construire des usines géantes d'après les modèles

importés de l'étranger, sous le commandement bureaucratique, en les payant, il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité, et il échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence.

Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire, de la peur, du mensonge et de la louange (...). La démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite et morale. Elle est devenue pour le pays une question de vie ou de mort. »

### Une autre exigence brûlante : la révolution prolétarienne mondiale

En même temps, la croissance des forces productives rend l'économie des pays où le capital a été exproprié d'autant plus sensible à son isolement du marché mondial, rend plus pressante son intégration à la division du travail.

Marx a écrit dès longtemps que la tâche historique de la bourgeoisie avait été de constituer le marché mondial, d'instituer la division internationale du travail. S'appuyant sur Marx, Trotsky a démontré le caractère « utilitaire » et réactionnaire de la pseudo-« théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Ce n'est pas seulement en raison de l'arriération économique de l'URSS et de la plupart des pays où le capital a été exproprié que le socialisme ne peut être réalisé, mais que l'on peut seulement s'engager sur la voie de sa réalisation, dans un ou plusieurs pays.

Le projet de programme élaboré par Staline et Boukharine et proposé au 6<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste prétendait que pour les pays de « développement moyen », un minimum suffisant d'industrie existait pour y construire le socialisme. Trotsky répondait dans *L'Internationale communiste après Lénine* : « Si nous abordons les questions de la construction du socialisme avec ce seul critère en faisant abstraction des richesses naturelles d'un pays, de ses rapports intérieurs entre l'industrie et l'agriculture, de sa place dans le système mondial de l'économie, nous tomberons dans de nouvelles contradictions, non moins grossières. (L'Angleterre) est indiscutablement un pays de capitalisme avancé, mais c'est précisément pour cela qu'elle n'a aucune chance de construire le socialisme dans le cadre de ses frontières insulaires. L'Angleterre, tout simplement, étoufferait au bout de quelques mois.

Certes, des forces productives supérieures — toutes les autres conditions restant égales — offrent un avantage énorme dans la construction du socialisme. Elles communiquent à l'économie une souplesse exceptionnelle, même quand celle-ci est investie par le blocus (cela s'est vu dans l'Allemagne bourgeoise au cours de la guerre).

Mais pour les pays avancés, la construction du socialisme sur des bases nationales correspondrait à une baisse générale, à une diminution globale des forces productives ; elle irait, directement à l'encontre des tâches socialistes. »

On peut objecter qu'en ce qui concerne l'Angleterre, l'Allemagne, la France, le Japon, en Asie, et dans d'autres pays, cela tient aux limites de leur territoire, aux limites de leurs ressources naturelles, de leur marché, de leur population qui les rendent à l'évidence étroitement dépendants du marché mondial et de la division internationale du travail.

On peut avancer l'exemple des USA qui, à tous ces points de vue, sont dans une situation et des rapports différents. Pourtant, on démontrerait ainsi le contraire de ce que l'on voudrait prouver.

La révolution prolétarienne est indispensable aux USA non seulement en raison de la contradiction entre le développement des forces productives et l'appropriation privée des moyens de production, mais de son corollaire, l'étroitesse des frontières nationales.

La Première Guerre mondiale a définitivement clos l'époque isolationniste du capital américain (isolationnisme qui a toujours été relatif. Exemple : la doctrine de Monroe). De toute façon, le développement du capitalisme américain a toujours dépendu du marché mondial, de la division internationale du travail, des relations économiques internationales, même si le marché national a absorbé et absorbe toujours la plus grande partie de la production et si le commerce extérieur représente une proportion relativement faible du produit national.

### Une unité organique mondiale

L'impérialisme américain, l'expansion mondiale du capitalisme US, son besoin de dominer le monde signifient que les forces productives aux USA étouffent dans les limites des frontières nationales. Cela signifie qu'un nouveau développement des forces productives aux USA dépend d'une insertion de l'économie américaine dans une économie mondiale débarrassée du carcan de la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales, dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail, que seule permettra la victoire de la révolution prolétarienne aux USA et dans le monde.

A ces conditions, les forces productives des USA connaîtront un nouvel et gigantesque essor. Comme l'expliquait encore Léon Trotsky, l'économie socialiste ne sera pas la somme des économies « socialistes » nationales mais une unité organique mondiale instituant des rapports économiques mondiaux, une division mondiale du travail, partant de ceux que le capitalisme a constitués, mais débarrassés de leurs contradictions et infiniment supérieurs quantitativement et qualitativement.

Même si l'économie de l'URSS, celle des pays où le capitalisme a été exproprié, ne subissait pas les contradictions imputables à leur gestion par les bureaucraties parasitaires, même si le rendement du travail social s'était rapproché ou égalait le rendement du travail social des pays capitalistes avancés, elles exigeraient, et cela d'autant plus qu'elles seraient développées, leur intégration réciproque et surtout leur intégration aux rapports économiques mondiaux, à la division mondiale du travail, mais sur une nouvelle base.

Elles exigeraient donc la révolution prolétarienne mondiale, pour que les forces productives fassent de nouveaux bonds gigantesques en avant et que le socialisme se réalise.

En d'autres termes, elles exigeraient d'autant plus la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Il est vrai que celle-ci se réaliserait d'autant plus facilement et rapidement, le rapport des forces économiques, sociales et politiques étant de façon écrasante en faveur du prolétariat. En réalité, la révolution prolétarienne mondiale serait victorieuse depuis longtemps.

### Comment réagissent les bureaucraties parasitaires

Les choses sont ce qu'elles sont. Bien que les forces productives aient crû en URSS, en Europe de l'Est et dans les pays où le capital a été exproprié, le rendement du travail social reste relativement faible par rapport à celle des pays capitalistes économiquement développés.

La gestion bureaucratique et l'antagonisme croissant bureaucratie, prolétariat, masses opprimées et spoliées, n'y sont pas pour rien. Au niveau atteint par les forces productives, la participation active du prolétariat à l'élaboration du plan et à sa réalisation, la collaboration économique, sociale, politique des différents pays où le capital a été exproprié sur un plan d'égalité sans oppression et spoliation nationale, l'intégration à des rapports économiques, sociaux et politiques mondiaux à partir de l'extension de l'expropriation du capital dans le monde, sont nécessaires, urgents.

Tout cela est fondamentalement contradictoire au maintien du monopole politique des bureaucraties parasitaires et exige leur renversement.

Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* : « Il n'y a pas d'autre gouvernement au monde qui tienne à ce point entre ses mains les destinées du pays. Les succès ou les insuccès d'un capitaliste dépendent dans une très large mesure, parfois même dans une mesure décisive, quoique ce ne puisse être entièrement, de ses qualités personnelles.

*Mutatis mutandis, le gouvernement soviétique s'est mis à l'égard de l'économie dans son ensemble dans la situation du capitaliste à l'égard d'une entreprise isolée. La centralisation de l'économie fait du pouvoir un facteur d'une importance énorme.* »

Les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires et d'abord celle du Kremlin sont confrontées aux contradictions sociales et politiques que la croissance des forces productives, leur gestion des rapports de production à partir du monopole du pouvoir politique qu'elles exercent, provoquent, multiplient et rendent explosives.

Elles s'efforcent de résoudre les contradictions économiques sur une ligne de combat contre les prolétariats des pays où le capital a été exproprié, mais également de combat contre les prolétariats des pays où subsiste le régime capitaliste, sur une ligne de coopération économique et politique avec l'impérialisme et toutes les forces de la contre-révolution sociale en URSS et dans tous les pays où le capital a été exproprié. Telle est l'essence des réformes économiques, plus ou moins appliquées, qu'elles ont élaborées.

Le fil de ces réformes économiques est de donner aux lois qui règnent sur le marché le rôle de régulateur économique. Il est aussi la tentative d'orienter l'économie de telle sorte que la priorité soit donnée aux secteurs, aux entreprises susceptibles de devenir concurrentes sur le marché mondial, dans le cadre d'une division internationale du travail que l'impérialisme domine.

Les bureaucraties parasitaires ont également recours à d'immenses emprunts contractés sur le marché financier ou auprès des gouvernements impérialistes.

### Leur impasse

Le barrage qui se dresse contre cette politique est cependant également le prolétariat, sa puissance, l'imminence de la révolution politique. La mise en œuvre jusqu'au bout de cette politique signifierait la dislocation de la planification, la remise en cause du monopole du commerce extérieur, la libre pénétration des marchandises et du capital des puissances impérialistes, la généralisation de l'entreprise privée, la privatisation de certaines entreprises d'Etat, la liquidation des autres.

En d'autres termes, cela signifierait le chômage pour des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans, la mise en cause de leur existence comme classe, un pas gigantesque vers leur décomposition et leur liquidation sociale.

Aussi, les bureaucraties parasitaires, par peur du prolétariat, sont-elles contraintes de remettre elles-mêmes en cause leurs propres réformes économiques. Mais les contradictions économiques ne cessent de s'aggraver. A leur tour, elles accentuent les contradictions sociales et politiques, nourrissant les antagonismes au sein des bureaucraties parasitaires et le mouvement vers la révolution politique.

Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, ainsi que cela a déjà été noté, la tendance est à la baisse de l'augmentation de la production nationale. La RDA faisait en 1980 exception. La situation ne cesse de s'aggraver pour tous les pays en ce qui concerne l'agriculture.

En URSS, l'objectif du plan était d'atteindre la production de 240 millions de tonnes de céréales. L'objectif atteint est de 170 millions. En 1981 en URSS, les lopins individuels qui représentent 3 % de la surface cultivée fournissent 25 % de la production agricole totale.

En Allemagne de l'Est, la production agricole n'a augmenté que de 1,5 % en 1981. En Tchécoslovaquie, elle a baissé de 12 %. Elle a baissé d'environ 16 % en Hongrie. En Roumanie, elle a également baissé. Elle a stagné en Bulgarie.

La Pologne représente un cas particulier : la production, en raison de l'affrontement entre la bureaucratie et la révolution politique, a fait une chute spectaculaire dans tous les domaines. Mais c'est la forme aiguë du conflit permanent qui oppose le prolétariat, les masses populaires, aux bureaucraties parasitaires au centre desquelles celle du Kremlin.

En Hongrie, l'un des pays où la « réforme économique » a été le plus loin, le chômage se développe, et aujourd'hui il y aurait 10 % de la population qui seraient considérés comme étant « économiquement faibles ». Bien sûr, il s'agit d'une appréciation en relation avec le niveau de vie déjà généralement faible dans les pays de l'Europe de l'Est.

Dans tous les pays de l'Europe de l'Est, plus ou moins masquées ou avouées, l'inflation et la hausse des prix se développent. Paupérisation d'un côté ; de l'autre formation d'une couche de nouveaux riches.

### Un endettement croissant vis-à-vis des pays capitalistes dominants

Pourtant, ce qui est le plus significatif est sans doute la dépendance économique et financière croissante de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est par rapport à l'impérialisme, ce qui ne supprime pas ou même ne diminue pas leur dépendance politique par rapport à la bureaucratie du Kremlin.

L'endettement de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est par rapport aux pays capitalistes dominants est passé d'environ 70 milliards à 80 milliards de dollars en 1981. Pour ce qui concerne l'endettement sans l'URSS, il est passé de 64 milliards de dollars en 1980 à 73 en 1981.

Comme on le sait, il atteint 27 milliards de dollars pour ce qui concerne la Pologne. Il est de 4 milliards pour la Tchécoslovaquie, de 13 milliards pour la Roumanie, de 9 milliards pour la Hongrie. Fait significatif, il atteint 11 milliards de dollars pour l'Est de l'Allemagne.

Un simple calcul permet de comprendre la signification de ce dernier chiffre. Le Brésil est considéré comme un pays « à la limite de l'endettement » : 63 milliards de dollars en 1981. Sa population est de 118,6 millions d'habitants. La population de l'Est de l'Allemagne atteint 16,85 millions d'habitants.

Le Brésil est sept fois plus peuplé que la RDA. Sa dette extérieure est seulement 5,7 fois plus élevée que celle de la RDA. Proportionnelle-

ment, la RDA est plus endettée que ne l'est le Brésil.

Voilà qui donne un point de repère sur la dépendance économique et financière de l'Est de l'Europe par rapport à l'impérialisme. La Hongrie, la Roumanie, la Pologne ont demandé leur admission au Fonds monétaire international. La libre convertibilité des monnaies des pays de l'Europe de l'Est et même de l'URSS est constamment envisagée.

La sensibilité de l'économie de l'Europe de l'Est et même de celle de l'URSS par rapport à la crise économique capitaliste est considérable dans la mesure où par exemple, comme en ce qui concerne la Pologne, cela réduit massivement leur capacité de vendre sur le marché mondial. A quoi s'ajoute que l'URSS vend aux pays de l'Europe de l'Est par exemple son pétrole, ses matières premières aux prix mondiaux.

### La Pologne : un exemple significatif

Les soubresauts, la crise et ensuite l'effondrement économique en Pologne ne doivent pas être considérés comme un cas d'exception. La bureaucratie polonaise a pratiqué une politique économique de fuite en avant. Elle a tenté de s'insérer profondément sur le marché mondial. Elle a emprunté massivement pour tenter de faire face aux contradictions économiques et sociales. Elle est confrontée à un prolétariat dont la puissance a crû considérablement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Elle a dû affronter par quatre fois le prolétariat polonais — en 1956, en 1970-1971, en 1976, en 1980 —, sans pouvoir le maîtriser complètement. Elle a dû lui concéder du terrain sur le plan économique, comme elle en concédait à d'autres couches sociales comme la paysannerie.

L'industrialisation, tout en renforçant le prolétariat comme classe, se réalisait à un coût extrêmement élevé, avec un bas niveau de rendement du travail social, avec des distorsions énormes entre les différentes branches et secteurs de la production.

L'extrême tension des contradictions de toutes natures, jouant sur la tradition, la continuité de lutte révolutionnaire contre la bureaucratie, du prolétariat et du peuple polonais, ont impulsé le mouvement vers la révolution politique. L'effondrement économique de l'année 1981, que le coup de force de Jaruzelski a précipité et approfondi, était inscrit dans la gestion de la bureaucratie.

La Pologne est le cas le plus extrême au moment actuel. Il a sa spécificité, ses particularités. Mais il exprime un mouvement général qui conjugue l'exacerbation des contradictions de toutes natures, les antagonismes sociaux et politiques qui déchirent la société des pays où le capital a été exproprié, mais où une bureaucratie parasitaire sous-produit de la bureaucratie du Kremlin a monopolisé le pouvoir politique et gère la production sociale.

La seule issue est la révolution politique ou l'effondrement et la catastrophe économique. La dislocation de la production et les incroyables hausses des prix décrétées en Pologne indiquent la voie ouverte — sauf victoire de la révolution politique — pour tous les pays de l'Europe de l'Est, URSS comprise.

Elle signifie d'énormes brèches ouvertes à la pénétration des capitaux et des marchandises des pays capitalistes dominants. Sur tous les terrains, révolution et contre-révolution sont aux prises.

Depuis que s'est ouverte l'époque de la révolution politique en juin

(suite de la page III)

1953 en Allemagne de l'Est, et de plus en plus au fur et à mesure où elle s'est concrétisée en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, et à nouveau en Pologne où son actualité se précise dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, l'affrontement entre les prolétaires, les peuples de ces pays, et les bureaucraties parasitaires conditionne étroitement tous les rapports en développement dans ces pays. Il multiplie les contradictions et antagonismes en les poussant à l'extrême, jusqu'à leur point de rupture. Dans la mesure où les contradictions et les antagonismes sociaux s'exaspèrent, la bureaucratie du Kremlin est elle-même déchirée, parce qu'elle est incapable d'apporter des réponses durables aux problèmes posés. Elle prolonge sa propre agonie. Mais son action politique n'est pas nulle. Elle prend de plus en plus appui sur l'impérialisme et lui ouvre une voie de pénétration dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, transmet en l'exacerbant sa pression sur tous les terrains, économique, politique, militaire. Elle prépare une catastrophe pour les masses de ces pays où le capital a été exproprié.

### La seule solution : la victoire de la révolution politique

La seule solution, c'est : la victoire de la révolution politique. Mais qu'est-ce donc que la révolution politique ? Rien d'autre qu'une partie constituante de la révolution prolétarienne mondiale. En URSS, en octobre 1917, la révolution prolétarienne a triomphé, le prolétariat a pris le pouvoir, le capital a été exproprié.

Les rapports entre les classes, les rapports politiques en URSS et dans le monde ne lui ont pas permis de garder le pouvoir.

Une bureaucratie parasitaire s'est constitué qui a monopolisé le pouvoir politique. Expression de la réaction bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier qu'elle a dégénéré, en raison de l'attachement des masses aux nouveaux rapports de production, elle n'a pu les renverser. Faute de pouvoir les renverser, elle les a gérés et défendus à sa manière, en portant au point le plus élevé les contradictions, les antagonismes sociaux et politiques.

C'est elle et l'appareil international qu'elle a constitué qui ont endigué et limité la vague révolutionnaire née de la Deuxième Guerre mondiale. Pour contrôler l'Europe de l'Est, il lui a fallu finir de détruire les Etats bourgeois et procéder à l'expropriation du capital et des classes dominantes.

Sous son contrôle et son impulsion, des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires se sont constituées dans ces pays qui, comme celle du Kremlin en URSS, monopolisent le pouvoir politique et gèrent les nouveaux rapports de production. Ce sont des satellites et des caricatures de celle du Kremlin.

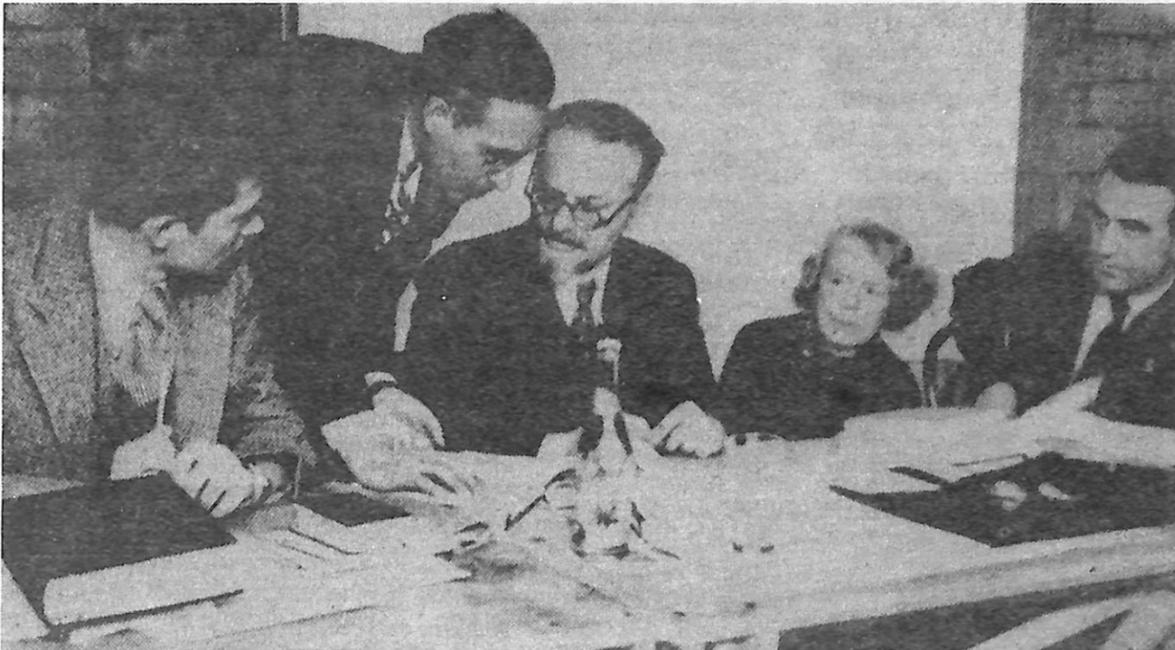
La révolution politique est la reprise et la poursuite de la révolution prolétarienne mondiale, mais qui se dresse contre les bureaucraties parasitaires, expressions et agences de la contre-révolution bourgeoise qui n'a pu aller jusqu'au bout, renverser les nouveaux rapports de production nés de l'expropriation du capital.

C'est la révolution prolétarienne qui se développe à partir des nouveaux rapports sociaux de production pour les défendre et leur donner toute leur puissance, toute leur force, les développer pleinement, c'est-à-dire qui reprend et se développe sur une base économique et sociale qualitativement plus élevée et réalisée par des prolétaires dont la puissance s'est multipliée.

Le 12 février 1982,  
Stéphane Just

## LA LUTTE CONTRE LES CRIMES DE STALINE

### Le combat de la commission Dewey pour la vérité en 1937



De gauche à droite sur la photo : Jean Van Heijenoort, Albert Goldman, Trotsky, Natalia et Jean Frankel pendant les débats de la commission Dewey.

**Le volume 12 des Œuvres de Léon Trotsky voit s'engager le combat pour la « commission Dewey », auquel le volume 13 sera presque tout entier consacré. Les abominables procès staliniens en préparation en Tchécoslovaquie remettent au premier plan cet épisode de la lutte menée par Trotsky et la poignée de ses camarades dans le monde contre les sanglants procès de Moscou.**

**Dès 1935, pressant l'ampleur de la répression qui frappait ses camarades, comprenant la détermination de Staline à aller jusqu'au bout dans le faux et le crime pour museler ses adversaires révolutionnaires, les « trotskystes », Trotsky avait lancé des appels pour que se constitue, afin d'enquêter sur les accusations lancées et le sort des prisonniers politiques, une commission d'enquête internationale.**

**Ses efforts n'avaient pas abouti cependant au moment où se tint à Moscou, en août 1936, le premier « procès de Moscou », dont Zinoviev, Kamenov et I.-N. Smirnov étaient les principaux accusés. Quelques semaines plus tard, Trotsky était interné.**

DANS de nombreux pays se constituèrent alors, sous des noms divers, des « comités » pour défendre les accusés de Moscou et Trotsky, mis précisément dans l'impossibilité de répondre aux accusations lancées contre lui.

De tous, le comité américain pour la défense de Léon Trotsky allait être le plus important. Il se constitue en octobre 1936, avec ce qu'on appelle aux Etats-Unis des « libéraux », c'est-à-dire des défenseurs authentiques et sincères des droits de l'homme et des libertés démocratiques : le Parti socialiste (à l'intérieur duquel les trotskystes militent) en est partie prenante, et en font également partie d'une part des intellectuels renommés pour leur probité et leur attachement à la démocratie (John Dewey, H. Kallen), de l'autre, des journalistes (F. Kirchwey et J. Wood Krutch).

#### Un double objectif

L'objectif de ce « comité de défense » dans lequel les militants trotskystes remplissent les tâches exécutives (notamment le secrétariat, assuré par G. Novack), est double : obtenir pour Trotsky le droit d'asile politique dans un pays autre que la Norvège qui l'a interné, constituer sur le procès de Moscou une « commission internationale d'enquête ».

Le premier objectif sera effectivement réalisé rapidement, puisque c'est l'initiative du comité américain de défense qui mettra en route les démarches des trotskystes mexicains, et surtout du peintre Diego Rivera, pour obtenir pour Trotsky le visa de séjour au Mexique que lui accordera le général Cárdenas.

L'autre ne sera réalisé qu'une fois Trotsky arrivé au Mexique, sous sa

pression et celle du deuxième procès de Moscou (Radek, Piatakov, etc.) qui renforce les arguments sur la nécessité d'une enquête impartiale.

On peut même dire — et le volume 13 des Œuvres sera bientôt entre nos mains pour le prouver — que c'est Trotsky personnellement qui a arraché au comité la décision de créer la commission d'enquête en gagnant par lettre la conviction de sa secrétaire, la journaliste libérale Suzanne LaFollette.

#### La composition de la commission

La composition de la commission elle-même n'a pas été facile. Trotsky et ses camarades auraient bien voulu décider à y participer un grand historien, comme Carl Becker et surtout Charles A. Beard, rompu à la technique de la critique du document, capable de faire surgir la falsification.

Mais l'un comme l'autre se dérobent, invoquant leur travail, la difficulté qu'il y a à prouver une « innocence ». Trotsky voudrait des militants ouvriers, même inconnus.

Mais l'ampleur de la tâche rebute évidemment un militant non initié à ce travail ingrat et patient. Finalement, la commission d'enquête est constituée. A sa tête, comme président, le célèbre philosophe et pédagogue John Dewey qui a, à l'époque, 77 ans.

E. A. Ross a été un journaliste proche de la révolution russe, comme J. Chamberlain. Ben Stolberg est un universitaire et journaliste qui connaît bien l'histoire du mouvement ouvrier. L'Italo-Américain Carlo Tresca, anarchiste d'inspiration, est le plus vaillant combattant des droits de l'homme des Etats-Unis.

Wendelin Thomas, marin révolutionnaire en Allemagne en 1918, a travaillé pour l'Internationale communiste ; Otto Rühle, compagnon de Liebknecht, membre du premier PC allemand, a été « gauchiste » puis, après 1933, s'est réfugié au Mexique où il travaille sur Marx.

Le journaliste et universitaire Francisco Zamora a introduit le Mexique aux Etats-Unis. Alfred Rosmer, animateur du noyau internationaliste en France de 1914 à 1918, membre de la direction de l'IC en 1920, a été l'ami de Trotsky mais a rompu politiquement avec lui en 1930.

Suzanne LaFollette est secrétaire de la commission d'enquête dont l'avocat est John F. Finerty, célèbre pour les grandes causes qu'il a plaidées, Tom Mooney, Sacco et Vanzetti... Au dernier moment, on ajoute un journaliste, Carleton Beals.

#### Les travaux de la commission Dewey

Les travaux de la commission se déroulent en deux parties bien distinctes. Dans un premier temps, du 10 au 17 avril 1937, une sous-commission, sous la conduite de Dewey, en dépit de son âge, et de Suzanne LaFollette, se déplace à Coyoacán pour y entendre le témoignage de Trotsky.

Dans un second temps, la commission plénière étudie l'ensemble des documents et témoignages pendant plusieurs mois avant de rendre définitivement son fameux verdict « Non coupable », annoncé le 12 décembre 1937. L'ensemble de cette tâche énorme n'avait pu être mené à bien que grâce au dévouement militant de dizaines de traducteurs,

#### Un juré assassiné : Carlo Tresca

Carlo Tresca était né en Italie, avait vécu au Brésil avant de se fixer aux Etats-Unis où il anima avant la guerre les *Industrial Workers of the World* et joua un rôle déterminant dans l'organisation syndicale et le combat des ouvriers immigrés récents.

Il fut arrêté trente-six fois, accusé notamment de « conspiration » et d'« obscénité » — cette dernière accusation sur dénonciation de... Mussolini, pour propagande anti-conceptionnelle. Il eut à subir six tentatives d'assassinat donc cinq échouèrent.

En 1937, il dénonça l'intervention du GPU dans l'assassinat d'une vieille militante communiste américaine, révéla l'auteur des crimes commis à Barcelone sur l'ordre du GPU, notamment de l'assassinat de militants anarchistes italiens.

Il participa également à la commission Dewey. Il fut assassiné dans la rue, à New York, le 11 janvier 1943 et ses meurtriers n'ont jamais été retrouvés, bien que des tueurs de la Mafia aient été un instant inquiétés.

secrétaires, sténographes, etc., et grâce à l'argent collecté dans l'ensemble des Etats-Unis par les sympathisants du comité de défense.

Les travaux de la commission Dewey ont donné lieu à la publication de deux ouvrages en langue anglaise, mais dont la traduction n'a pas intéressé d'éditeur en France. *The Case of Leon Trotsky* (L'Affaire Léon Trotsky) est le compte rendu sténographique de la session de Coyoacán. *Not Guilty* (Non coupables) est le rapport détaillé et précis de la commission justifiant son verdict.

#### Une victoire politique

Pour Trotsky, et en dépit du silence qui fut fait, notamment en Europe, sur les travaux de la commission Dewey, par la grande presse, le verdict de cette dernière rendu à l'issue d'un long travail de chartreux constitua une grande victoire politique, infligeant à Staline et à ses bourreaux une défaite politique décisive.

Il est indiscutable que le rapport de cette commission rendit impossibles certains amalgames et d'autres falsifications en préparation. La commission Dewey « dynamite » un édifice de mensonges bâti par Staline et son GPU et détermina sans aucun doute Nikita S. Khrouchtchev et ses collègues dans leur abandon de Staline et de ses faux, lors de ce que l'on a appelé la « déstalinisation » au cours de laquelle furent révélés ceux des crimes de Staline qui étaient déjà connus.

Pierre Broué

#### L'avocat de la commission Dewey : John F. Finerty (1885 - 1967)

John F. Finerty, d'abord avocat spécialiste du droit des chemins de fer, entra dans la carrière d'avocat politique en assumant aux Etats-Unis la défense du « terroriste » Eamon de Valera, qui devait devenir le premier chef du gouvernement de l'Irlande indépendante.

Il fut ensuite l'avocat de Tom Mooney, un militant syndicaliste de San Francisco accusé d'avoir fait exploser, le 22 juillet 1916, une bombe qui avait fait 10 morts. Mooney, qui niait farouchement, fut condamné à mort et sa peine commuée, car il n'y avait pas de preuves. Il fut finalement libéré en janvier 1939.

John F. Finerty défendit en appel les deux ouvriers anarchistes Sacco et Vanzetti arrêtés en 1920 pour un « meurtre » qu'ils niaient, qui furent exécutés en 1927, malgré une campagne mondiale de protestation, et qui ont été réhabilités après leur mort.

Après avoir été l'avocat-conseil de la commission Dewey, John F. Finerty fut également l'avocat d'Ethel et Julius Rosenberg, exécutés aux Etats-Unis en juin 1953.